

Conférence de presse de l'Alliance pour une politique climatique responsable
Berne, le 24 août 2006

Entrée en matière

Rosmarie Bär, coordinatrice de politique de développement, Alliance Sud

Seul le texte parlé fait foi

„Faites-vous du souci. Faites-vous même beaucoup de souci“, a averti le fameux magazine américain *Time* avant même que le maire de New York ait déclaré l'alerte à la canicule voilà quelques semaines. La banque américaine Investment Bank Goldman Sachs a récemment demandé à 300 managers de pointe quels risques majeurs planaient à leurs yeux sur l'économie mondiale. Dans leurs réponses, le réchauffement climatique a figuré parmi les 10 menaces les plus citées.

Inquiète, l'Alliance pour une politique climatique responsable présente aujourd'hui un plan d'action et un manifeste sur le climat assortis d'exigences et d'un catalogue de mesures. L'Alliance est même très inquiète. D'abord parce que la situation actuelle donne matière à réflexion: les changements climatiques sont de plus en plus perceptibles et visibles. La vitesse des bouleversements est toujours plus grande et surprend même les milieux scientifiques. 1983 fut une année plus chaude que les cent années précédentes. 1987 fut encore plus brûlante. De nouveaux records de chaleur ont ensuite été battus en 1988 puis en 1990. Pour 2003, on a parlé de l'été du siècle. Le mois de juillet de cette année a été le plus chaud depuis les relevés systématiques.

Les changements climatiques ne peuvent plus nous laisser de glace. Malgré tout, notre génération continue de se méprendre sur le système climatique et poursuit ses crimes contre le climat tandis que les émissions de CO₂ atteignent régulièrement des sommets. Comme s'il n'y avait pas de Convention sur les changements climatiques ni de Protocole de Kyoto au travers desquels nous nous sommes engagés à réduire nos émissions polluantes dans une mesure «empêchant une dangereuse perturbation du climat par l'homme». «Nous» signifie avant tout les nations industrialisées mais «nous» veut dire pour l'Alliance pour le climat: la Suisse également. Dans le respect du principe du pollueur-payeur et de celui de la responsabilité commune mais différenciée, les nations industrialisées sont responsables d'engager l'économie et la société sur une voie ne mettant pas le climat en danger.

On dit trop peu souvent que les changements climatiques affectent tout particulièrement les populations des pays en développement. Ce sont d'abord les populations de l'hémisphère Sud qui supportent le poids de ces changements même si elles ne prennent quasiment pas part au gaspillage des ressources. Les conséquences de ces bouleversements sont devenues un frein au développement mondial et accélèrent dangereusement la pauvreté.

Le principe central de l'équité inter-Etats est donc violé alors qu'il a été élevé au rang de principe d'action dans la Convention-cadre sur les changements climatiques de 1992. Son article 3.1 stipule: «Il incombe aux Parties de préserver le système climatique dans l'intérêt des générations présentes et futures, sur la base de l'équité et en fonction de leurs responsabilités communes mais différenciées et de leurs capacités respectives.» En d'autres termes, le principe de base suivant s'applique: «*Homework first*», à savoir «balayons d'abord devant notre propre porte». Les engagements climatiques mondiaux sont des tâches que les nations doivent accomplir chez elles. Si l'on ramenait le comportement collectif des nations industrialisées à celui d'un individu, on accuserait ce dernier d'un mode de vie peu sérieux et on parlerait d'un comportement relevant du droit pénal.

L'Alliance pour une politique climatique responsable est également inquiète à cause de la défaillance de la politique. La Suisse n'a pas fait, chez elle, les devoirs qui lui incombaient. Ni la Confédération ni les cantons. Pour nous, le plan d'action de protection du climat et le manifeste sont des instruments de lutte contre l'immobilisme national et l'inaction, contre l'irresponsabilité politique du laisser-faire. «*Nous sommes responsables non seulement de nos actions mais encore de ce que nous ne faisons pas*» (Molière). Au mois de mai de cette année, les organisations environnementales ont présenté l'étude «Perspectives énergétiques 2050» et, à travers ce document, un mode de vie qui ne menace pas le climat et qui fait appel aux meilleures technologies. Aujourd'hui, en édictant ce plan, nous exigeons des mesures politiques d'accompagnement. C'est un impératif: la politique doit veiller à ce que les émissions de gaz à effet de serre diminuent. En prélevant des taxes d'incitation et en édictant des prescriptions techniques, au moyen de programmes d'encouragement et de campagnes d'information, en prônant l'efficacité, la suffisance et les énergies renouvelables. Mais surtout avec la volonté politique de lutter enfin efficacement contre le réchauffement climatique. Le temps presse et nous ne pouvons donc plus en perdre. Il y va de l'avenir de la planète Terre.